

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 76 (1931)
Heft: 6

Artikel: Le début de la guerre de 1914 en Autriche-Hongrie
Autor: Feyler, F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-341374>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le début de la guerre de 1914 en Autriche-Hongrie ¹.

Le signal de la guerre européenne est parti de Vienne, le 28 juillet 1914. Ce jour-là, l'Empire austro-hongrois déclara la guerre au Royaume de Serbie.

Entre les deux Etats, les relations étaient tendues, extrêmement tendues depuis longtemps. Comme toutes les nations jeunes dont la natalité se développe, la Serbie aspirait à s'agrandir, et cet agrandissement, elle le voyait naturellement dans une union avec les populations slaves des Balkans sur lesquelles la Maison de Habsbourg avait établi son sceptre et qui avaient appartenu jadis à la Grande Serbie. L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par cette Maison, en 1909, avait été considérée par les Serbes comme une atteinte à de légitimes prétentions ethniques et à ce qu'ils estimaient des droits historiques.

De son côté, l'Empire austro-hongrois voyait dans la Serbie non seulement un grave obstacle à ses desseins dans les Balkans, mais un péril pour sa constitution politique. La victoire des Etats balkaniques sur les Turcs, en 1912, avait causé à Vienne un profond déplaisir. L'accroissement de puissance qui en était résulté pour les Serbes était une menace intolérable aux yeux de l'opinion publique et du gouvernement

¹ Cet article est une version remaniée et complétée d'une étude publiée par la *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, en janvier 1927. A cette époque, les sources principales auxquelles il était possible de s'adresser était l'ouvrage du chef de l'état-major austro-hongrois, le général Conrad, *Aus meiner Dienstzeit*, le tome 2^e de *Der Weltkrieg 1914-1918*, des *Reichsarchiv*, à Berlin, et P. RENOUVIER, *Les origines immédiates de la guerre*. Depuis, diverses publications, qui justifient aussi le qualificatif de sources principales, ont complété les précédentes, particulièrement l'ouvrage *Österreich-Ungarns letzter Krieg 1914-1918*, édité par le *Bundesministerium für Heereswesen*, à Vienne, tome 1^{er}. On peut consulter aussi avec profit, inspiré de la publication du *Bundesministerium*, la *Schweiz. Monatschrift für Offiziere aller Waffen*, janvier à mars 1931, général d. R. Ing. E. RATZENHOFFER : *Die Österreichisch. Ungarischer Aufmärsche. Friedenspläne. Durchführung*.

austro-hongrois, menace de nature à encourager les espérances séparatistes des éléments slaves de l'Empire.

Celui-ci résolut de poursuivre, par les voies diplomatiques, un redressement de sa situation politique affaiblie. A cet effet, son gouvernement mit à l'étude, au lendemain même des guerres balkaniques, un plan d'action qui fut paraphé le 24 juin 1914.

A quatre jours de là, le 28, eut lieu l'attentat de Sarajevo, l'assassinat de l'héritier présomptif de l'Empereur François-Joseph, archiduc François-Ferdinand et de son épouse la comtesse de Hophenberg, par un Bosniaque nommé Princip, étudiant à l'Université de Belgrade. La nouvelle en fut accueillie sans hypocrisie par les milieux serbes. Quant aux cercles politiques viennois, ils se demandèrent si l'occasion n'était pas propice pour engager une action militaire sûre et rapide, plutôt que la lente action diplomatique. Seule en face de l'armée austro-hongroise, l'armée serbe n'en mènerait pas large, selon toute apparence. La question n'était que de savoir si elle resterait seule, c'est-à-dire si la Russie n'interviendrait pas pour lui porter secours. Dans ce cas, l'Autriche-Hongrie ne pourrait songer à donner suite à ses intentions guerrières, qu'autant qu'elle serait assurée du concours de son alliée, l'Allemagne.

L'armée allemande aux côtés de l'armée austro-hongroise ; avec sa coopération, l'affaire paraissait sûre ; sans elle, rien à faire. Jadis, on aurait pu espérer encore une intervention de l'Italie ; le traité de la Triple Alliance la prévoyait au cas d'une guerre de l'Autriche et de l'Allemagne contre la Russie et la France. Un arrangement avait même été conclu, en 1913, pour le transport par les chemins de fer autrichiens et du sud de l'Allemagne, contournant le territoire de la Suisse, de trois corps d'armée italiens et deux divisions de cavalerie, à destination de l'Alsace, mais les sphères autrichiennes ne comptaient pas sur l'exécution de cet arrangement ; les sphères militaires, surtout, voyaient dans l'Italie une virtuelle ennemie plutôt qu'une alliée. Aussi bien l'attitude du gouvernement de Vienne vis-à-vis de Rome manquait-elle totalement de franchise.

La Roumanie de même, précédemment unie à la Triple Alliance par un traité secret, était devenue douteuse.

Le gouvernement austro-hongrois consulta l'Allemagne. Dès le 4 juillet, le ministre des Affaires étrangères dépêcha à Berlin un de ses représentants, le comte Hoyos. L'armée allemande soutiendrait-elle l'Autriche ? Deux jours après, le comte Hoyos rentrait à Vienne, porteur d'une réponse favorable. L'Empereur Guillaume et son chancelier, M. de Bethmann-Holweg l'avaient déclaré catégoriquement : l'Allemagne remplirait ses devoirs d'alliée ; elle appuierait l'Autriche, même si une guerre générale devait en être la conséquence.

Le jour de l'attentat de Sarajevo, le chef de l'état-major austro-hongrois, général d'infanterie Conrad von Hötzendorf, était en route pour Agram où il devait prendre la direction d'un voyage d'état-major. Une dépêche l'appela à Vienne. Le 7 juillet, il assista à partie d'un Conseil des ministres où furent arrêtées les grandes lignes de l'action qui allait être dirigée contre la Serbie. Fort de l'assentiment de l'Allemagne, estimant, d'autre part, le moment venu de mettre un terme à l'agitation panserbe, convaincu que ce but ne pouvait être atteint que par une action militaire qui amoindrirait la Serbie, le Conseil résolut d'adresser à Belgrade, au sujet de l'assassinat de Sarajevo, une note comminatoire réclamant réparation, et formulant des conditions telles, qu'inacceptables par la Serbie la guerre deviendrait inévitable.

A cette occasion, trois questions furent posées au chef de l'état-major général :

Etait-il possible de mobiliser contre la Serbie, puis, si la nécessité en surgissait, contre la Russie aussi ?

Etait-il possible de maintenir en Transylvanie des concentrations de quelque importance, aux fins d'intimider la Roumanie ?

Où le combat serait-il engagé contre la Russie ?

A la première question, le général Conrad répondit que l'hypothèse avait son plan d'exécution arrêté. Jusqu'au cinquième jour d'une mobilisation contre la Serbie, il resterait possible de retourner les concentrations contre la Russie. Plus tard, l'opération serait compliquée.

La seconde question était motivée par la crainte du premier ministre hongrois, comte Tisza, qu'à la faveur des difficultés auxquelles la guerre contre les Serbes exposerait la monarchie,

les Roumains envahissent la Transylvanie, Conrad répondit que le plan de guerre contre la Serbie prévoyait l'emploi d'un nombre déterminé de divisions ; sur le surplus, des prélèvements pouvaient être effectués pour l'intimidation des Roumains.

La troisième question supposait la Russie devenant l'adversaire principal contre lequel toutes les forces devaient être dirigées. Ne resteraient contre les Serbes que des forces limitées. Le théâtre de la guerre contre la Russie comprendrait la Galicie orientale, mais plutôt et le plus possible, la Pologne russe, la lutte devant être poursuivie d'un commun accord avec les Allemands.

Interrogé par le comte Tisza sur les chances de l'Autriche-Hongrie au cas où elle aurait comme adversaires simultanément la Russie, la Roumanie, la Serbie et le Montenegro, Conrad répondit qu'elles seraient défavorables.

Finalement, il fut passé outre aux craintes du comte Tisza. La note serait envoyée à Belgrade, rédigée de telle façon qu'il serait impossible à la Serbie d'en accepter les clauses sans se mettre en la puissance de l'Empire. Un très bref délai de détermination lui serait imparti, à l'expiration duquel, si la réponse n'était pas jugée satisfaisante, la mobilisation suivrait sans retard.

En attendant, le chef de l'état-major général, ainsi que le ministre de la guerre, Feldzeugmeister von Krobatin, étaient invités à s'accorder un congé de quelques jours qu'ils iraient passer hors de Vienne, afin de donner le change à la diplomatie européenne sur les intentions réelles du gouvernement. D'autre part, le Président de la République française, M. Raymond Poincaré, et le ministre des Affaires étrangères, président du conseil, M. Viviani, devant rendre visite au Tsar, à St-Petersbourg, on attendrait qu'ils fussent en mer, sur le chemin du retour, pour remettre la note à Belgrade, afin de rendre plus difficile aux Etats présumés hostiles, France et Russie, de prendre langue et de convenir de dispositions communes.¹

¹ Les télégrammes échangés à ce sujet entre le gouvernement de Vienne et son ambassadeur à Berlin, comte Szecsen, ainsi que le récit de l'intervention

De fil en aiguille, la date de la remise fut fixée au 23 juillet, avec délai de détermination de 48 heures. La mobilisation pourrait commencer dans la nuit du 25 au 26. Cette décision fut arrêtée au cours d'un Conseil des ministres qui eut lieu le 19 juillet. Il fut résolu, au surplus, en vue de tempérer les oppositions internationales que risquait de provoquer une attaque contre la Serbie, d'affirmer un protocole de désintéressement territorial. Dès le début des hostilités, les puissances étrangères seraient informées que la double Monarchie s'interdisait toute annexion de sol serbe. En revanche, non formulée dans la communication aux puissances, la perspective n'était pas exclue d'une répartition de régions serbes aux Etats voisins, Bulgarie, Grèce, Albanie, éventuellement Roumanie, de telle sorte que la Serbie rapetissée ne fût plus un péril pour l'Empire. On réservait également les rectifications de frontière d'un intérêt stratégique, notamment une tête de pont sur la Save, constituée par le district de Chabats. Le chef de l'état-major général demandait même qu'elle englobât toute la Matchva, angle nord-ouest de la Serbie entre la Save et la Drina, et qu'une seconde tête de pont fût constituée par le district de Belgrade. Ces propositions ne furent pas expressément admises. Le procès-verbal de la séance se borna à déclarer que des occupations provisoires de certaines régions serbes n'étaient pas exclusives de résolutions ultérieures. Sur quoi, au sortir du conseil, le chef de l'état-major conversant avec le ministre de la guerre : « Nous verrons, dit-il. Avant la guerre balkanique, les puissances ont aussi promis le statu quo, puis, après, plus personne ne s'en est soucié ».

Le 5 juillet, l'Empereur avait réglé les questions relatives au commandement en chef de l'armée. Il avait désigné à ce commandement l'archiduc Frédéric, lequel serait assisté de l'état-major du général Conrad. Celui-ci avait insisté pour qu'il en fût ainsi et que l'archiduc ne reçût pas une chancellerie militaire particulière.

Donc, le 23 juillet, à 18 heures, le représentant de l'Autriche-

Hongrie à Belgrade, baron Giesl von Gieslingen, remit l'ultimatum de son gouvernement au ministre des Finances serbes, M. Laza Patchou, faisant l'intérim de la présidence du conseil et du ministère des Affaires étrangères en l'absence du titulaire, M. N. Pachitch. Le 25, même heure, la réponse serbe n'ayant pas souscrit sans réserve à toutes les conditions de l'ultimatum, le baron Giesl quitta Belgrade, déclarant rompues les relations diplomatiques entre son gouvernement et le Royaume de Serbie ¹ et la déclaration de guerre suivit, le 28 au matin :

« Le gouvernement royal serbe n'ayant pas donné une réponse favorable à la note que le ministre d'Autriche-Hongrie lui a remise le 23 juillet, le Gouvernement impérial et royal se voit obligé de pourvoir lui-même à la protection de ses droits et intérêts et de recourir, dans ce dessein, à la force des armes. L'Autriche-Hongrie se considère donc, dès ce moment, en état de guerre avec la Serbie.

» Le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie.

» Comte Berchtold. ».

Le cabinet serbe n'avait pas attendu cette déclaration pour prendre de premières précautions militaires. Dans la journée, le roi Pierre avait signé l'ordre de mobilisation.

Sitôt que la nouvelle en fut connue à Vienne, soit le même jour, l'empereur François-Joseph décida, lui aussi, la mobilisation d'une fraction de son armée. Premier jour de mobilisation, le 28 juillet.

Les explications du chef de l'état-major général au conseil du 7 juillet, étaient fondées sur les préparatifs du temps de paix, dans les diverses hypothèses d'une guerre sur un seul ou sur deux fronts. A cet effet, trois échelons, voire quatre avaient été constitués.

L'échelon A., comprenant la grande masse de l'armée, 28 ½ divisions d'infanterie et 10 divisions de cavalerie, était destiné à la guerre russe. Il devait être transporté en Galicie.

Un échelon, dit Groupe minimum des Balkans, 8 D. I., était un échelon de surveillance des Etats sud-slaves, calculé de façon à tenir, le cas échéant, ces Etats en échec.

¹ Le texte de l'ultimatum austro-hongrois et celui de la réponse du gouvernement serbe ont été publiés dans de nombreux ouvrages. Voir entr'autres le *Livre orange* austro-hongrois et le *Livre bleu* serbe.

Le troisième échelon, échelon B., 12 D. I. et 1 D. C., répondait à l'hypothèse non pas seulement d'une surveillance des Etats slaves (Serbie et Monténégro), mais à la guerre contre ces Etats, ainsi qu'à une guerre sur les deux fronts sud et nord. La Russie préférât-elle s'abstenir, cet échelon joint au Groupe minimum des Balkans, permettrait, l'ensemble des forces étant ainsi porté à 20 D. I. et à 1 D. C. que renforceraient deux autres D. C. prises à l'échelon A d'en finir promptement avec les Serbes. La Russie ne s'abstenant pas, cet échelon B irait renforcer l'échelon A en Galicie ; mais vu l'état du réseau ferroviaire, il ne pourrait être transporté qu'à partir du 18^e jour de la mobilisation. Resterait seul en face des Serbes, le groupe minimum des Balkans.

Le quatrième échelon, 1 D. I. et une brigade de landsturm, formait réserve générale à la disposition du général en chef, mais pour être jointe immédiatement à l'échelon B et transportée avec lui en Galicie, au cas d'une guerre contre les Russes.

Chacun des trois premiers échelons devait recevoir un complément de formations du landsturm et de brigades de marche.

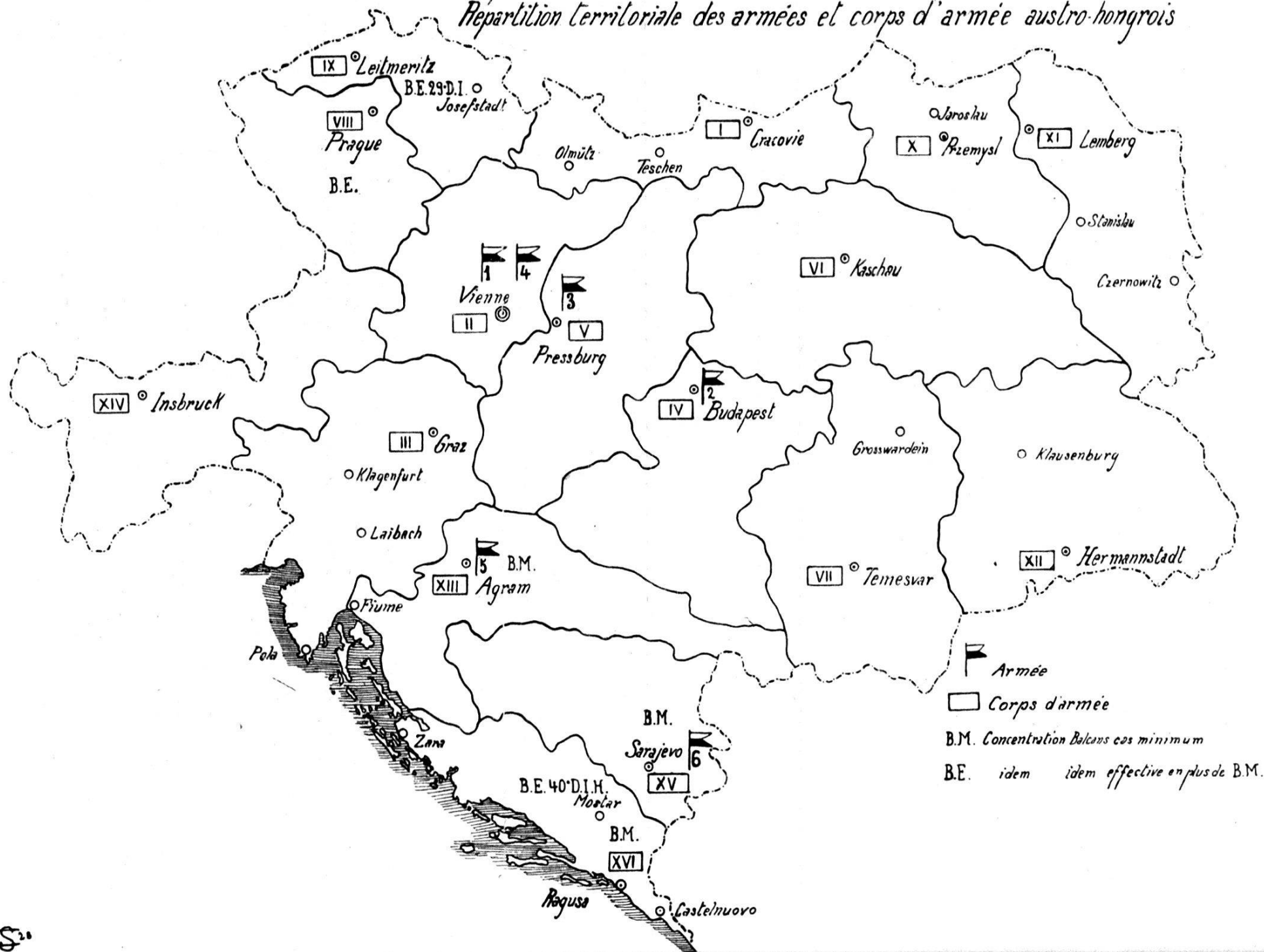
La répartition territoriale par corps d'armée était celle du croquis N^o 1 (Voir page 274). En règle générale, les corps d'armée étaient à trois divisions, dont deux de l'armée commune austro-hongroise, et la troisième de landwehr autrichienne ou hongroise, cette dernière désignée, de préférence, par le terme hongrois de honved. Les deux catégories de divisions avaient le même recrutement, hommes de 20 à 31 ans, dont deux ans en service actif et dix dans la réserve. Au sortir de celle-ci, le soldat passait aux formations du landsturm¹.

Les divisions comptaient de 12 à 14 bataillons de 1000 fusils exceptionnellement 16, formant deux brigades, ou, dans les formations prévues pour la guerre de montagne, trois à quatre brigades de 3 à 5 bataillons. Mitrailleurs, 8 à 10 sections par division (4 à 10 par brigade de montagne) ; 300 à 450 cavaliers ; 42 canons de campagne.

Au corps d'armée, huit obusiers de 15 cm. et des formations

Loi du 5 juillet 1912.

Répartition territoriale des armées et corps d'armée austro-hongrois



du génie, de boulangers, trains, etc. A l'armée, des bouches à feu de divers calibres, jusqu'à 30, 38 et 42 cm. ¹

Outre ses divisions, chaque corps d'armée disposait de sa brigade de marche portant le numéro du corps d'armée, ainsi que de brigades indépendantes, régiments de marche et brigades du landsturm en nombre variable.

Au total, l'armée de paix comprenait 48 divisions d'infanterie, 11 D. C., 3 brigades indépendantes, 14 brigades de marche, 15 régiments de marche de honved et 21 brigades de landsturm.

Au début de la guerre, ces troupes étaient réparties en six armées ayant leurs sièges à Vienne (1^{re} et 4^e), Budapest (2^e), Pressburg (3^e), Agram (5^e), Sarajevo (6^e).

La constitution des échelons ci-dessus indiqués répondait aux deux plans de guerre envisagés, le plan R, guerre contre la Russie, et le plan B guerre contre les Serbes (Balkans). L'ordre de mobilisation pour le 28 juillet 1914 appliquait le plan B, guerre contre la Serbie uniquement, soit levée du Groupe minimum des Balkans, immédiatement renforcé par l'échelon B. L'Autriche ne nourrissait aucun désir, bien entendu, de se mesurer avec les Russes, et comptait sur la menace allemande pour obtenir leur abstention. Sa diplomatie, secondée par celle de l'Empire allemand, travaillait à « localiser » le conflit, par quoi il fallait entendre une guerre austro-serbe, sans intervention tierce. A Vienne, à la date du 25 juillet, on caressait la conviction qu'il en serait ainsi, ce dont l'ordre de mobilisation, limité à la fraction de l'armée destinée à la guerre du sud, témoigne.

Il mobilisa les corps d'armée suivants :

Concentration en Herzégovine, sur la Moyenne-Drina :

Le XV^e C. A. (Sarajevo, général d'infanterie v. Appel), et le XVI^e (Raguse, Feldzeugmeister Wenzel Wurm) constituant, avec des formations de marche et de diverses armes, la 6^e armée (FZM. Oskar Potiorek, chef d'E.-M. gén.-major Ed. Böltz).

Concentration en Bosnie, sur la Basse-Drina :

Le VIII^e C. A. (Prague, gén. de cav. Giesl v. Gieslingen) et le XIII^e (Agram, gén. d'inf. v. Rehmen zu Barensfeld),

¹ Oberstleutnant L. EIMANNSBERGER : *Die Österreichisch-ungarische Artillerie im Weltkrieg*, dans *Technische Mitteilungen*, 1921, III^e et IV^e fascicules.

constituant, avec des formations diverses, la 5^e armée (Gén. d'inf. Liborius v. Franck).

Concentration en Syrmie, sur la Basse-Save et le Danube immédiatement en amont de Belgrade le IX^e C. A. (Leitmeritz, gén. d'inf. Lothar v. Horstein), le IV^e (Budapest, gén. de cav. Terstianszky v. Nadas), et le VII^e (Temesvar, gén. d'inf. Otto Meixner v. Zweienstamm), constituant, avec la $\frac{1}{2}$ 7^e div., la 23^e de honved, la 10^e D. C. et diverses autres formations, la 2^e armée (Gén. de cav. Ed. v. Böhm-Ermolli).

La 10^e D. C., établit la liaison entre la 5^e et la 2^e armée, au confluent de la Save et de la Drina.

Effectif des trois armées : 319 $\frac{1}{2}$ bat., 60 esc., 142 batt. (744 bouches à feu), 42 comp. techn., 12 comp. de forteresse, 486 mitrailleuses.

De menues formations furent concentrées dans le Banat, et la flottille du Danube fut mobilisée, ainsi qu'un huitième corps d'armée, mais avec ordre de rester dans ses garnisons jusqu'à nouvel avis, le III^e, à Graz.

Les dispositions furent aussitôt prises pour les transports ferroviaires, mais dès le 30 juillet il devint certain que l'on devrait compter avec la Russie. Dès qu'avait été connue à St-Petersbourg la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, le tzar avait ordonné, dans les gouvernements de Kasan, de Moscou, de Kiew et d'Odessa, la mobilisation des treize corps d'armée prévue pour le cas de guerre contre l'Autriche-Hongrie. Le général Conrad en avait été instruit sur le champ. Le premier ministre du tzar, Sazonov, avait prévenu les deux ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche, ajoutant que la Russie mobilisait sans intention agressive, qu'elle désirait simplement que ses intérêts dans les Balkans fussent respectés, que le soldat russe était capable de demeurer l'arme au pied des mois durant, et que, dès lors, s'il n'y avait pas de provocation il n'y aurait pas non plus de risques de guerre. Mais l'Empire habsbourgeois ne pouvait rester en présence de treize corps d'armée virtuellement ennemis sans précautions militaires correspondantes. La mobilisation générale fut décrétée dans la nuit du 30 au 31 juillet. Premier jour de mobilisation, le 4 août.

Sans graves et inacceptables confusions, sans un « chaos » — avait déclaré le chef du Service des transports, il ne pouvait être question, à ce moment, d'introduire des changements dans les ordres donnés pour la concentration selon le plan B. Aussi bien, comme l'avait exposé le général Conrad au Conseil des ministres du 7 juillet, le cas avait été prévu : jusqu'au 5^e jour de la mobilisation contre la Serbie, la combinaison russe pouvait jouer. Ce 5^e jour échéait le 1^{er} août ; on était, à temps ; le seul inconvénient, ou du moins le seul qui pût être envisagé avec certitude à ce moment-là, était de faire voyager les corps de la 2^e armée, au lieu qu'ils attendissent dans leurs garnisons la date de leurs embarquements.

Car même sans la concentration à la frontière serbe, le réseau ferroviaire n'était pas assez riche en voies ferrées pour ne pas imposer un échelonnement des corps à transporter en Galicie. Seraient transportés, tout d'abord, ceux qui n'avaient pas été compris dans l'ordre de concentration du sud, soit, en y comprenant le III^e C. A. de Graz, les neuf corps d'armée de l'échelon A. Pendant ce temps, ceux de l'échelon B continueraient à rouler, avec le Groupe minimum, vers la Sirmie et le Banat. Ils y seraient débarqués et y stationneraient jusqu'à ce que fussent dégagées les lignes affectées aux transports de l'échelon A. en Galicie. Alors ils suivraient. En troisième lieu viendraient leurs trains lourds qui, eux, pouvaient être maintenus dans les garnisons jusqu'à la mise en place des troupes à la frontière du nord.

Ainsi, la concentration sur cette frontière ne serait pas dangereusement retardée. Les opérations stratégiques ne souffriraient pas, estimait l'état-major, du transport de l'échelon B sur la Save et le Danube. Tout au plus un léger retardement serait-il causé par l'obligation de reporter la mobilisation générale au 4 août, les transports vers le sud accaparant le matériel roulant jusqu'à cette date. L'équilibre des forces belligérantes opposées n'en serait pas troublé. L'état-major du général Conrad prévoyait que le 17^e jour de la mobilisation générale autrichienne, coïncidant avec le 21^e jour de la mobilisation russe, il y aurait en présence, de part et d'autre, 39 D. I. Les divisions de cavalerie seraient, il est vrai, au nombre de 12

du côté russe pour 11 du côté austro-hongrois, mais on pouvait compter sur un corps de landwehr allemand, promis par le colonel-général de Moltke chef de l'E. M. allemand, 34 bataillons, 12 escadrons, et 12 batteries de campagne. La supériorité numérique des Russes ne se produirait que postérieurement. La concentration russe était présumée devoir compter 60 D. I. le 30 août.

Restait un risque auquel il importait de parer, celui que les unités débarquées en Syrie et sur le Danube fussent entraînées dans les opérations contre les Serbes, à proximité desquelles elles allaient se trouver pendant leur stationnement provisoire. Un rappel fut adressé à leurs chefs : les transports de leurs unités vers le sud était fortuit, sans intention de les engager en Serbie. Contre-ordre put même être donné à trois des divisions prévues pour l'échelon B et à des formations de marche et de landsturm, de ne pas s'embarquer pour le sud, et d'attendre, dans leur rayon de mobilisation, leurs embarquements pour la Galicie. De même, les deux divisions de cavalerie que l'échelon A devait céder à l'échelon B ne furent pas déplacées.

(A suivre.)

F. FEYLER.
